



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 24 janvier 2022

Les prix flambent, les salaires doivent suivre !

Tout augmente. Le gaz, l'électricité, l'essence... Pour certains, impossible de chauffer tout son logement, il faut choisir les pièces. Pour d'autres, c'est se soigner qui devient difficile. Et ce n'est pas fini. Depuis le 1^{er} janvier de nouvelles mesures s'appliquent : augmentation du prix du timbre, hausse des prix des produits frais ou encore instauration d'un forfait de 19 euros pour les entrées aux urgences. Les 2,8 % d'inflation annoncée sont bien en dessous de ce qu'elle pèse sur nos budgets. Les salaires ne suivent pas !

Partout, des salaires trop faibles

Toutes les professions, tous les statuts, CDI, CDD, intérimaires du secteur privé comme les statuts publics sont concernés. Que l'on soit à l'hôpital ou à PSA, personne ne s'imagine travailler toute sa vie, en horaires décalés, se lever à quatre heures du matin, se bousiller la santé sur les chaînes de production automobile ou dans des services hospitaliers démantelés et partir en retraite avec 1 000 euros ou moins ! Les salaires des travailleurs sont trop faibles. Les Gilets jaunes le dénonçaient déjà sur les ronds-points il y a trois ans. Maintenant, c'est encore pire.

Partout, des magots patronaux indécents

Pendant que les uns comptent leurs sous, les autres nagent dans les profits. L'indice boursier des 40 plus grandes entreprises en France a gagné 28,5 % en 2021. Le montant de la fortune des 500 plus riches du pays atteint les 1 000 milliards d'euros. C'est indécent. Tous les travailleurs savent qu'il est impossible d'accumuler une telle somme simplement en travaillant. Philippe Poutou a eu bien raison de dire que si les riches sont aussi riches « c'est parce qu'ils volent ». Ils prennent sur nos salaires, ils prennent sur l'argent public, ils prennent sur cette richesse sociale que nous fabriquons par notre travail.

Augmenter les salaires, une nécessité vitale

Avec Philippe Poutou, nous défendons une augmentation d'au moins 400 euros par mois pour tous et un revenu d'au moins 1 800 euros. C'est ce dont nous avons besoin pour vivre. Les grandes entreprises ont réalisé 140 milliards d'euros de profits en 2020, ce qui représenterait une augmentation de 460 euros par mois pour les 25,2 millions de salariés. Un peu moins si l'on veut embaucher tous les chômeurs.

Voilà où trouver l'argent. Pourtant, aucun candidat de droite ou de gauche ne propose de s'attaquer aux profits des capitalistes. Leurs « solutions » : toujours aller chercher dans nos poches pour remplir celles du grand patronat.

La colère éclate en grèves dispersées

À Arkema, alors que le PDG applaudissait les bénéfiques records de l'entreprise, les salariés des treize sites français ont fait douze jours de grève. Ils ont obtenu une augmentation de 70 euros minimum pour les salaires les plus bas, et 2,3 % pour les autres. À Leroy-Merlin, les salariés ont obtenu une augmentation de salaire d'au minimum 65 euros par mois. Les propositions ridicules d'augmentation de la direction n'ont pas calmé le mouvement, et la détermination des salariés a eu raison du mépris de la hiérarchie. Les confédérations syndicales appellent à une journée de mobilisation le jeudi 27 janvier. La colère est grande, il faudrait qu'elle s'exprime collectivement.

Poutou, un candidat qui est des nôtres



À l'image de ces grèves récentes, il faudra un mouvement de luttes généralisées du monde du travail pour imposer un changement.

Notre programme n'est pas seulement électoral. C'est aussi et surtout un programme de lutte ! Soutenir Philippe Poutou, c'est affirmer que les travailleurs ne pourront changer leur sort qu'en combattant eux-mêmes le grand patronat, qu'en s'organisant ensemble pour renverser cette société.



SCAN ME

Facebook **NPA L'Étincelle - Renault Lardy**
Retrouvez tous nos articles sur **Convergences Révolutionnaires**

Ibiza, une destination déjà Calvodée

Dans une hilarante vidéo de vœux pour 2022, les directeurs et chefs de service de la DEA-T égrennent les mois de l'année sans parler une seule fois de nos préoccupations sur la pérennité de nos emplois.

Ils nous prennent vraiment pour des enfants en espérant que leur « magie de Noël » suffira à éviter qu'on se mobilise pour défendre notre avenir ?

Le seul intérêt de leur vidéo est de savoir où la directrice pouvait bien se trouver pour avoir ce beau feu d'artifice, largement interdit pour le nouvel An. Blanquer était à Ibiza... mais Calvo ?

On va leur remettre les pendules à la Chandeleur

Dans cette même vidéo, le directeur de la DEA-TM nous souhaite de bien faire sauter les crêpes à la Chandeleur. C'est sûr que celui qui a fait sauter tant de bancs moteurs et le secteur de la maintenance est bien placé dans le domaine.

Ses vœux, nous nous les carrons où on pense. Il est temps d'aller demander des comptes à tous ceux qui appliquent la casse sociale dictée par les actionnaires. Et pas question d'attendre Pâques pour aller leur sonner les cloches !

Distance de sécurité

Alors que les salariés commencent à s'organiser pour résister au projet de la direction qui vise à démanteler le site de Lardy, un invité surprise s'est pointé aux derniers 20 minutes de pause... sous prétexte de vérifier l'application des règles sanitaires ! Il y a deux ans, les chefs RH étaient moins à cheval sur le protocole.

Probablement mal à l'aise à leurs côtés, le Guinet s'est fait discret pour épier les salariés. De toute façon nous n'avons rien à cacher ! Contrairement à la direction et ses sbires qui essaient de nous endormir.

Les prochaines fois, appliquons cette règle sanitaire : qu'il nous laisse tranquille, c'est le meilleur des gestes barrière !

Rendez-vous en 2030

Dans un tract de la semaine dernière, la CFDT se félicite d'avoir signé le nouvel accord triennal dicté par la direction, et explique que soutenir les projets de casse sociale, c'est la meilleure manière de garantir l'avenir du site de Lardy en 2030 !

Conséquence : plutôt que de participer à un collectif de salariés pour défendre les emplois, ces vaillants syndicalistes « de proposition et de négociation » préfèrent écouter le pipeau de la direction dans des réunions VIP réservées aux syndicats qui ont accepté son chantage.

On leur souhaite de bonnes réunions en compagnie des mercenaires de De Meo. En attendant 2030, il y a urgence à s'organiser pour sauver nos emplois, en se réunissant entre collègues... pas avec la direction !

Renault conservatrice

Mediapart a révélé le nom de plusieurs soutiens d'Eric Zemmour, qui financent sa campagne raciste et réactionnaire. On trouve parmi ceux-ci un certain Didier Wisselmann, directeur « audit, risque, éthique et compliance » chez Renault et qui fait partie du « comité de direction corporate » du groupe.

Cet ancien sous-préfet a passé sa carrière à défendre les patrons, en tant que directeur de cabinet adjoint d'Estrosi puis chef de cabinet de Wauquiez lorsqu'ils étaient ministres de Sarkozy. Il a continué sa dérive vers l'extrême-droite pour finir chez Zemmour... auquel il a fait un gros don.

La preuve que les idées pourries de Zemmour plaisent aux patrons, qui veulent diviser les travailleurs pour mieux tous les exploiter.

Roussel voit (bleu - blanc) rouge

Le très franchouillard candidat du PCF a une manière bien à lui de dénoncer la casse sociale.

Fabien Roussel a accusé Peugeot et Renault de « trahison contre la nation », car ils produisent des véhicules en Chine. Il prétend protéger les emplois en interdisant les délocalisations... et compte sur le nationalisme des grands groupes. Avant de récompenser ces patriotes qui font des profits *Made in France* par des subventions tricolores ?

Dans ce capitalisme mondialisé qui exploite les travailleurs de tous les pays, Roussel voudrait nous faire croire que patrons et salariés partagent les mêmes intérêts ! Seules les luttes des salariés interdiront les délocalisations, et elles seront plus fortes si elles débordent des frontières !

Argent public, profits privés

La limitation à 4 % de la hausse des tarifs de l'électricité profite surtout... aux concurrents privés d'EDF. L'État lui impose de brader une importante part de son électricité nucléaire à des sociétés privées qui la revendent avec profits. Comme une partie des centrales est à l'arrêt, EDF doit en plus acheter de l'électricité sur le marché, à des prix faramineux.

De quoi creuser sa dette, pour ensuite faire payer à la population tous ces cadeaux au secteur privé.

Prendre l'argent là où il est

Selon Oxfam, les inégalités se sont encore creusées avec la pandémie. Le monde compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures, alors que 160 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté.

En France, de mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires a augmenté de 86 %, notamment grâce à l'argent public versé par le gouvernement.

Avec les 236 milliards supplémentaires engrangés par les milliardaires français, on pourrait quadrupler le budget de l'hôpital public ou distribuer un chèque de 3 500 euros à chaque habitant. Chiche ?